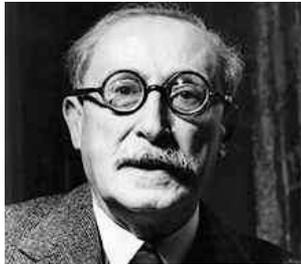


## UNE TROISIÈME FORCE ?

Les espoirs et les désillusions marquent les socialistes de l'immédiat après-guerre. Leurs idées influencent très largement les programmes et les politiques de la Libération. Ils jouent un rôle majeur dans les gouvernements du général De Gaulle et ceux du tripartisme (P.C.F./S.F.I.O./M.R.P.). **Vincent Auriol** devient le premier Président de la IV<sup>ème</sup> République. Mais les socialistes se trouvent aussi confrontés à la concurrence à gauche d'un parti communiste, qui est au sommet de son influence



électorale (28,5 %), et au centre d'un nouveau parti, le Mouvement Républicain Populaire (démocrates-chrétiens). Leurs médiocres résultats électoraux précipitent une crise identitaire, au regard des ambitions qui les animaient. À **Léon Blum** et Daniel Mayer - qui veulent ouvrir le parti, lui donner une définition humaniste et en faire un parti de gouvernement qui s'assume - une majorité composite, animée par **Guy Mollet** (1905-1975) premier secrétaire du Pas-de-Calais, oppose l'identité traditionnelle du parti, défend une ligne marxiste pseudo-orthodoxe et l'unité d'action avec le P.C.F. Le congrès d'août 1946 enregistre la victoire de Guy Mollet, donc des cadres fédéraux contre la direction nationale (ce sera l'unique fois dans l'histoire du parti).



Mais la rupture du tripartisme, en mai 1947, et l'entrée dans la guerre froide, avec la montée du Rassemblement du Peuple Français, amènent la S.F.I.O. à entrer dans des coalitions de "Troisième Force" (S.F.I.O./Radicaux-U.D.S.R./M.R.P.) et développe un anticommunisme assez primaire qui se décalque dans le syndicalisme : les socialistes quittent la C.G.T. désormais à direction communiste et créent Force Ouvrière (avec l'aide de financements américains) tandis que la Fédération de l'Éducation Nationale devient indépendante. La S.F.I.O. vit un malaise permanent, prise entre une doctrine obsolète et les contraintes de politiques médianes qui lui ôtent toute initiative : elle connaît rapidement un déclin électoral et militant.



En 1954, le radical **Pierre Mendès France** (1907-1982), plus que Guy Mollet, paraît incarner le renouveau de la gauche non communiste. La guerre d'Algérie accuse les divisions de la gauche : héritiers d'une conception évolutionniste de la décolonisation, analysant le nationalisme algérien dans le contexte de la guerre froide, une majorité de socialistes derrière Guy Mollet, président du Conseil du Front républicain (1956/57), acceptent les contraintes (pouvoir militaire, censure, tortures...) d'un conflit qui ne veut pas dire son nom. Une minorité (Daniel Mayer, Robert Verdier, Gilles Martinet, Alain Savary) met en accusation la politique menée en Algérie et dénonce l'usage de la torture. La scission est inévitable avec la crise du 13 mai 1958 et l'attitude de la direction du parti face au retour du Général De Gaulle : le *Parti Socialiste Autonome* est fondé à l'automne 1958.

Les premières années de la V<sup>ème</sup> République sont difficiles pour les socialistes. La S.F.I.O. quitte finalement le gouvernement pour retourner dans l'opposition en décembre 1959. Affaiblie, elle doit faire face à la concurrence du *Parti Socialiste Unifié*, né en 1960 de la fusion de la fusion du P.S.A., l'Union de la Gauche Socialiste et de différents groupes et clubs de gauche, qui



veulent renouveler la politique. Après la fin de la guerre d'Algérie, deux débats majeurs agitent la gauche non communiste jusqu'en 1971 : Comment tenir compte des institutions nouvelles, tout particulièrement de l'élection du Président de la République au suffrage universel ? Comment rassembler les électors de la gauche ?

**François Mitterrand** (1916-1996), contre Mendès-France, Guy Mollet et **Gaston Defferre** (1911-1986), impose sa stratégie d'Union de la Gauche



avec le Parti communiste en mettant à profit le coup d'éclat que représente sa « glorieuse défaite » devant le Général De Gaulle en 1965. Cependant, la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (F.G.D.S.), qu'il constitue la même année, n'est qu'un cartel électoral entre la S.F.I.O., le Parti Radical et « sa » Convention des Institutions Républicaines (C.I.R.). La forte progression de la gauche aux législatives de 1967 est remise en cause par les divisions issues des hésitations de la gauche traditionnelle face à Mai 1968.

## LE SOCIALISME ET LE POUVOIR : COMMENT TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ ?

L'échec flagrant de l'élection présidentielle anticipée de 1969 (le tandem Deferre/Mendès-France fait 5 %, Rocard pour le P.S.U. fait 3,5 %) impose la rénovation. La S.F.I.O. en a pris conscience alors qu'elle traînait les pieds jusque-là : Guy Mollet est bien décidé à permettre l'unité des socialistes même s'il lui faut pour cela quitter ses fonctions.

De 1969 à 1970, la S.F.I.O. se transforme en *Nouveau Parti Socialiste* (Congrès d'Issy-les-Moulineaux et



d'Alfortville), accueillant les "clubs" et une partie de la C.I.R., et choisit Alain Savary (1919-1988) comme premier secrétaire. Paradoxalement, François Mitterrand fait capoter à deux reprises le rapprochement de son club avec le P.S. L'unité se fera, mais à son profit au congrès d'Épinay en 1971 : il devient

premier secrétaire du P.S., en alliance avec Pierre Mauroy (né en 1928) et le C.E.R.E.S. de Jean-Pierre Chevènement (né en 1939) - respectivement droite et gauche du parti.



Épinay fait partie de la mémoire mythique du parti, mais les débats stratégiques et idéologiques ont été largement bouclés entre 1969 et 1971 : Mitterrand impose cependant la fin des débats idéologiques avec le P.C.F., qui devaient selon Savary et Mollet précéder les discussions programmatiques. Désormais les socialistes disposent d'un dirigeant reconnu, d'une stratégie, l'Union de la gauche et d'un programme qui entend définir "une rupture avec le capitalisme" en alliant un ensemble de nationalisations, une volonté de planification, une espérance autogestionnaire.



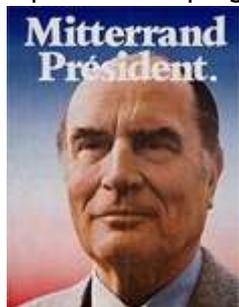
La conclusion d'un programme commun de gouvernement avec le Parti Communiste puis avec le Mouvement des Radicaux de Gauche (le Parti radical s'est scindé en deux sur la question de l'union avec les Communistes et les radicaux valoisien vont rejoindre la droite centriste) marque l'année 1972 ; l'union profite cependant surtout aux socialistes.



Une nouvelle génération (cédétistes, chrétiens, etc.) adhère au P.S. Les « Assises du Socialisme » à l'automne 1974 voient l'entrée d'un tiers du P.S.U. autour de Michel Rocard (né en 1930), son secrétaire général. Mais les succès électoraux du parti inquiètent le P.C.F. qui n'est plus le premier parti de la gauche ; la renégociation du programme commun en 1977, après des élections municipales remportées par le P.S., entraîne la rupture de l'Union.

Le P.S., qui juxtapose des courants différents, connaît deux grandes controverses. L'une, menée par le C.E.R.E.S. et Jean-Pierre Chevènement, porte sur les rapports avec le P.C.F. et la question européenne (avec une ligne selon laquelle il faudrait être unitaire pour deux) ; exclu de la majorité du parti en 1975 par François Mitterrand, qui souhaite poursuivre la construction européenne, il y revient pourtant en 1979.

Car le défi lancé par Michel Rocard à François Mitterrand en 1978 est de plus grande ampleur puisqu'il remet en cause la notion de "rupture", en opposant deux "cultures" au sein de la gauche, la première principalement étatiste et économiste, la deuxième plutôt décentralisatrice, privilégiant les réformes de société. Ce conflit idéologique était aussi une rivalité de pouvoir pour l'élection présidentielle de 1981. Le congrès de Metz en 1979 se conclut sur la victoire du courant Mitterrand, à nouveau soutenu par Jean-Pierre Chevènement. Le projet socialiste de 1980 et les « 110 mesures » de la campagne présidentielle reprennent le programme traditionnel du socialisme qui exige un retour de la croissance.



Malgré la division de la gauche, les effets de la crise économique et l'affaiblissement d'une droite profondément divisée permettent à François Mitterrand de remporter l'élection présidentielle du 10 mai 1981. **Lionel Jospin** (né en 1937) est devenu premier secrétaire du P.S. depuis le début de la campagne présidentielle. Les élections législatives de juin donnent aux socialistes pour la première fois une majorité absolue. Pierre Mauroy forme alors un gouvernement auquel participent quatre ministres communistes (pour la première fois depuis la Libération).



Des mesures importantes sont adoptées (abolition de la peine de mort et des tribunaux d'exception, augmentation du SMIC, retraite à 60 ans, nationalisations, décentralisation, libération des ondes radiophoniques, dépénalisation de l'homosexualité...). Mais la persistance de la crise économique, les politiques restrictives menées par les pays équivalents de la France, l'évasion financière organisée par le patronat, les attaques monétaires, conduisent le gouvernement Mauroy à opter, dès 1982 et surtout en 1983, pour une politique de "rigueur économique" présentée comme une "parenthèse". Cette décision découle principalement du choix européen de François Mitterrand ; le C.E.R.E.S. défend la possibilité d'une "autre politique", mais s'enferme dans un souverainisme anachronique.

Les efforts pour le renforcement des fondamentaux de l'économie se font peu à peu sentir, mais le chômage augmente avec la crise, la restructuration de la sidérurgie se passe dans la douleur pour l'électorat socialiste ouvrier. Le parti enregistre un recul aux élections municipales de 1983 et aux élections européennes de 1984. Cette même année, la crise de l'école "libre" et la reculade du gouvernement contribue à affaiblir les socialistes. Les communistes critiquent de plus en plus nettement la politique d'un gouvernement auquel ils participent.



En juillet 1984, **Laurent Fabius** (né en 1946) remplace Pierre Mauroy et forme un gouvernement sans les communistes ; il définit une politique qui veut allier la modernisation et la solidarité. Le congrès de Toulouse de 1985 marque cette évolution politique et enregistre logiquement la progression du courant rocardien. Sans le dire explicitement le socialisme français rentre pleinement dans les standards gouvernementaux de la sociale-démocratie européenne.

Les socialistes limitent leur défaite aux élections législatives de 1986, après une passe d'arme entre Lionel Jospin et Laurent Fabius pour savoir qui du Premier ministre ou du premier secrétaire du parti devait mener la campagne. Grâce au mode de scrutin départemental à la proportionnelle, une trentaine de députés du Front National entre pour la première fois à l'Assemblée Nationale ; le R.P.R. et l'U.D.F. n'ont qu'une majorité de deux sièges : François Mitterrand nomme Jacques Chirac à la tête du premier gouvernement de "cohabitation". Cette expérience sera particulièrement tendue. La logique ultra-libérale du gouvernement Chirac permet au président Mitterrand de revenir en grâce auprès de l'opinion qui voit en lui un rempart à la politique de droite. En 1988, François Mitterrand est réélu avec 54 % des voix, face à Jacques Chirac. Le candidat socialiste a fait campagne sur le thème de la « France Unie », mais il n'a pas de véritable programme. Il nomme Michel Rocard Premier ministre.

## LE SOCIALISME ET LE POUVOIR : PEUT-ON SE CONTENTER D'OCCUPER LE POUVOIR ?



Les élections législatives donnent une majorité relative au P.S. Le gouvernement intègre individuellement des personnalités venues du centre. Mais le P.S., avec Pierre Mauroy comme nouveau premier secrétaire, est le seul grand parti à le soutenir. Or ce parti majoritaire connaît une crise interne : l'opposition entre Laurent Fabius et Lionel Jospin le prive d'une majorité durable. Le congrès de Rennes, en 1990, voit se combattre durement les courants, alors même que peu de choses les séparent désormais sur le fond

(excepté avec Jean-Pierre Chevènement). Les trois courants qui comptent autour de 25 % des mandats (Fabius, Jospin, Rocard) sont incapables de s'entendre *a minima* pour donner une direction au parti ; Pierre Mauroy reste premier secrétaire mais il est bien seul.

Entre 1988 et 1992, les gouvernements de François Mitterrand, avec Michel Rocard et Édith Cresson, donnent la priorité à l'extérieur à la construction européenne et au maintien d'une monnaie forte, à l'intérieur à des réformes sociales (Revenu minimum d'insertion, politique éducative, politique de la Ville...) mais pas de structures. En 1991, la France s'engage dans la première Guerre du Golfe, divisant profondément la

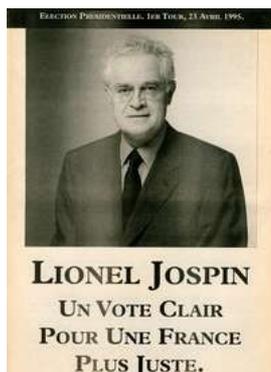
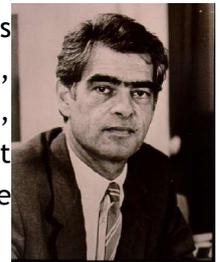


gauche. En 1992, Pierre Mauroy passe la main à la tête du parti à Laurent Fabius. La récession économique après 1991, l'éclatement des « affaires » qui touchent le financement du parti, l'affirmation de la



concurrence écologiste et du populisme d'extrême droite, la défiance vis-à-vis de la construction européenne marquée par le référendum sur le traité de Maastricht, entraînent un déclin électoral prononcé. Le gouvernement de **Pierre Bérégovoy** (1992-1993), de mars 1992 à mars 1993, ne peut redresser cette situation, d'autant que la politique appliquée est de plus en plus libérale. Le P.S. est sévèrement défait aux élections régionales et surtout législatives (17,5 %) ; la droite R.P.R.-U.D.F. remporte les quatre cinquièmes des sièges de l'Assemblée. P. Bérégovoy, durement affecté par la défaite et par des rumeurs infondées de corruption, se suicide le 1<sup>er</sup> mai 1993.

Les socialistes connaissent alors une grave crise interne : Michel Rocard remplace Laurent Fabius, débarqué par le Conseil National. Jean-Pierre Chevènement et la plupart des membres de son courant quittent le parti pour fonder le Mouvement des Citoyens (M.D.C.). La rénovation du fonctionnement du parti reste assez superficielle, les "États-Général des Socialistes" permettent un temps de libérer la parole des militants et des sympathisants, mais les propositions restent trop rares (congrès du Bourget, novembre 1993). Surtout, l'échec aux élections européennes de juin 1994, amplifiée par la liste de Bernard Tapie (soutenue implicitement par François Mitterrand), de la liste menée par Michel Rocard (14,5 %) précipite la chute de ce dernier. Il est immédiatement remplacé par **Henri Emmanuelli** (né en 1945), qui entend redonner une « ligne de gauche » au parti, et convoque un nouveau congrès à Liévin en novembre 1994.



Le déclin du parti n'est arrêté que par l'élection présidentielle de mai 1995 ; après la défection de Jacques Delors, Lionel Jospin est désigné candidat des socialistes à la suite d'une primaire interne. Lionel Jospin arrive en tête au 1<sup>er</sup> tour avec 23,5 % et rassemble 47,3 % des suffrages au 2<sup>nd</sup> tour. Le P.S. demeure le premier parti de la gauche - le seul qui compte vraiment - Lionel Jospin qui en reprend la direction en octobre 1995 entend alors redonner une cohérence programmatique et renouer le dialogue avec les partis et mouvements de gauche.

Le parti a connu pour la première fois le pouvoir dans la durée avec les deux

septennats de François Mitterrand et deux législatures socialistes. Il est devenu un grand parti de gouvernement. Mais l'expérience du pouvoir se fait au moment où toutes les politiques socialistes et keynésiennes sont mises en cause par la révolution conservatrice reagano-thatchérienne et les évolutions du "capitalisme globalisé". La priorité donnée par les gouvernements successifs à la modernisation de l'économie, la lutte contre l'inflation, l'adaptation au cadre libéral européen n'ont pas donné lieu à des débats approfondis dans le parti, François Mitterrand ayant toujours privilégié l'ambiguïté plus propice aux rassemblements militants et électoraux.

Le départ des communistes du gouvernement en 1984 provoque une crise stratégique, la politique "d'ouverture" ayant plus été un coup politique qu'une réelle tentative de constituer un centre gauche politique fort. L'émergence du populisme fascisant du F.N. mord sur l'électorat populaire de la gauche ; dans les classes moyennes, le développement de l'écologie politique et un temps du radicalisme à la sauce Tapie avaient fini par isoler le P.S. De plus, les syndicats dits de gauche ont rapidement pris leur distance avec les socialistes. Alors même que la C.G.T. entame sa mutation et sa séparation d'avec le P.C.F. dès 1992, la C.F.D.T. renonce parallèlement à la référence au socialisme et à l'aspiration autogestionnaire.

Le malaise moral sur la pratique du "pouvoir mitterrandien" et le dévoilement des méthodes de financement illégal du parti ont jeté le discrédit sur le P.S. Enfin, l'éclatement du courant mitterrandien dans le parti entre 1988 et 1990 va empêcher toute majorité durable, dont Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard et Henri Emmanuelli - premiers secrétaires successifs (4 en 5 ans) - ont chacun fait les frais.